

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 116 (1976)
Heft: 10

Artikel: La fin d'un monde?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650404>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La fin d'un monde ?

Quotidiennement la presse et la radio nous font voir la fameuse « accélération du cours de l'Histoire ».

Hier encore, deux superpuissances dominaient notre destin à travers leurs relations ami-ennemi. Or, voici que semble s'annoncer une ère des négociations. D'une part le « dur » Brejnev a manifesté une « ouverture » et offert des pourparlers aux Etats-Unis et aux puissances occidentales. Pour sa part, l'Amérique s'est rapprochée de la Chine populaire et, après le « signal de Tbilissi », l'imminent voyage à Pékin de M. Nixon semble annoncer une mutation dans les relations internationales et, par voie de conséquence, dans l'équilibre des forces du moment.

En présence de ces attitudes plus souples des deux Grands il peut être intéressant d'évoquer la situation nouvelle, de faire le point des évolutions intervenues et des conditions créées pour un nouveau monde en gestation, donc pour notre sécurité.

LA MARCHÉ VERS UN CRÉPUSCULE DES DEUX GRANDS ?

A la suite de la deuxième guerre mondiale l'Union soviétique et les Etats-Unis décidaient largement de notre destin. A vrai dire, il n'existait pas une parfaite égalité entre les deux puissances.

L'Amérique était, en 1945, incontestablement la grande nation mondiale. C'était elle qui avait suscité l'effondrement de l'Allemagne nationale-socialiste et elle se sentait investie de la haute mission du maintien de la paix dans le monde. Mais la Russie avait été admise par elle comme partenaire sur un parfait pied d'égalité.

Responsable de l'ordre international — mais bientôt déçue par l'expansion et l'esprit d'agressivité russes — elle avait assumé en quelque sorte le rôle de « gendarme du monde ». Des accords avec plus de quarante nations concrétisaient sa volonté d'affirmer cette vocation.

Désirant, sur le plan stratégique, faire face à la menace soviétique, elle créait l'Alliance atlantique et l'OTAN. En d'autres lieux, diverses organisations, l'OTASE et la CENTO notamment, devaient, à son initiative et à celle d'autres puissances occidentales ou amies, faire face à la pression communiste, alors globale, du fait de la solidarité russo-chinoise.

C'est cette attitude qui entraîna l'Amérique dans la guerre de Corée et, par la suite, dans celle du Vietnam. Mais néanmoins, par la force des choses, se maintenait, à travers toutes les vicissitudes des relations entre Moscou et Washington, la prédominance des deux Grands sur le plan géopolitique.

En effet, à l'occasion de l'incident de Cuba, les deux surpuissances avaient cru constater la nécessité d'évoquer ensemble et, si possible, de régler — mais à deux — les questions vitales de l'heure. Ainsi la solidarité de Yalta se poursuivait à travers toutes les difficultés des rapports Est-Ouest. Et l'Amérique était en quelque sorte prise entre ses deux liens, celui qui la rattachait à « l'autre Grand », celui qui l'unissait — contre ce dernier — à ses alliés des divers continents, notamment dans le cadre de l'OTAN.

L'Union soviétique, elle aussi, était tirillée entre sa solidarité vis-à-vis des Etats-Unis et le communisme qui l'attachait, au-delà même du bloc européen, à la Chine populaire, du moins dans un premier temps. Mais, en fait, le cas de l'URSS est fondamentalement différent de celui de l'Amérique. Car celle-ci était, dès 1945, une puissance mondiale au vrai sens du terme. La Russie, par contre, était seulement reconnue comme telle par le président Roosevelt, belle âme qui avait cru à une sorte de conversion de Staline, devenu son associé dans la lutte contre l'Allemagne hitlérienne.

Mais cette qualité de « Grand » que l'Amérique avait reconnue à son partenaire, ce dernier ne pouvait la garder que grâce à ses associés et satellites. D'où cette rigueur envers la Tchécoslovaquie. Celle-ci présentait une position stratégique importante face à l'Allemagne atlantique et au bouclier de l'OTAN. Son appartenance au bloc de l'Est et sa soumission à Moscou apparaissaient comme indispensables aux hommes du Kremlin. Or, le « printemps de Prague » mettait en cause à la fois la subordination à l'Union Soviétique et l'idéologie. Il constituait un stimulant pour le communisme « humain » qui se développait alors en Russie même, où le grand atomiste Sakharov faisait connaître cette aspiration d'une élite russe par son émouvant « manifeste » publié dès juillet 1968 à l'étranger.

Par ailleurs, la Chine rouge s'était séparée du communisme soviétique et portait atteinte au prestige de l'URSS. Dans ces conditions, le « coup de Prague » fut une véritable fuite en avant des hommes du Kremlin. Sur le

plan international il eut d'ailleurs plus d'inconvénients, pour Moscou, que d'avantages sur celui du bloc dirigé par la Russie. En effet, il fut non seulement condamné par l'ensemble du monde libre, mais les partis communistes nationaux de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Belgique et des Pays-Bas stigmatisèrent cette intervention, tout comme les gouvernements populaires d'Albanie, de Yougoslavie et même de Roumanie.

Certes, l'Union soviétique s'efforçait alors de construire la première flotte du monde et elle est maintenant sur le point de gagner cette gageure. Ses navires sillonnent les océans et le « canal des cinq mers » va lui permettre de les faire passer de la mer Blanche et de la Baltique à la mer Noire et à la Méditerranée.

Mais cette progression, qui a permis notamment d'assurer une constante présence navale rouge en Méditerranée et au Proche-Orient, n'empêche nullement certaines détériorations de la puissance soviétique, menacée par l'intérieur du bloc.

En effet, pour la première fois dans l'histoire du communisme d'obédience russe, un gouvernement totalitaire a dû s'incliner, en Pologne, devant une insurrection du prolétariat. Cette fois, le mouvement n'était pas parti d'une élite, donc d'en haut, comme à Prague, mais de la masse mécontente et révoltée, qui remettait en cause à la fois l'idéologie et le dirigisme inspirés par Moscou.

C'est compte tenu de cette double détérioration de la puissance et du prestige soviétiques que, finalement — en dépit de son immense force militaire rivale de celle des Etats-Unis qu'elle dépasse à bien des égards dans tous les domaines — le « dur » Brejnev a dû consentir à la spectaculaire reculade de Tbilissi, en mai 1971.

En effet, après être resté sourd, pendant trois ans, aux propositions atlantiques pour une réduction « mutuelle et équilibrée » des forces d'Europe centrale, il a brusquement accepté d'ouvrir des conversations à ce sujet. Il a, en outre, donné des apaisements à Washington, pour une reprise efficace des entretiens SALT, éventuellement étendus même aux armes nucléaires offensives.

De même, il a suggéré un accord soviéto-américain sur une restriction des mouvements des deux flottes loin de leurs lieux de stationnement normaux.

Certes, le rapprochement sino-américain a beaucoup contribué à cette attitude nouvelle, favorable à la négociation. Quoi qu'il en soit il y a

loin... de Prague à Tbilissi. Et cette incontestable reculade, jointe au « dégageant » — volontaire et sincère — des Etats-Unis a transformé l'image antérieure des relations Est-Ouest et, d'une manière générale, de la situation géopolitique et géostratégique d'un monde en voie de mutation. Mais quel sera, de ce fait, ce monde de demain ?

LE MONDE DE DEMAIN: LA FIN DE LA SUPRÉMATIE DES DEUX GRANDS ET DE L'ORDRE DE YALTA

Déjà, la solidarité russo-américaine ne constitue plus la dominante de notre temps. Car la situation des deux superpuissances, de par la volonté du président Nixon d'une part, du fait d'une certaine détérioration de la position soviétique d'autre part, s'est profondément modifiée.

Les Etats-Unis se sont rapprochés de la Chine, tout en décidant le désengagement au Vietnam. Ils accordent un poids de plus en plus grand à leurs alliés de tous les continents, tout en maintenant à ceux-ci leur aide et en assurant une coordination, au sommet, de la défense du monde libre, sur l'ensemble du globe.

A vrai dire, le rapprochement entre Washington et Pékin était relativement facile, en ce sens qu'aucun différend profond ne sépare les deux pays. Entre eux, un seul contentieux: la Chine de Formose. Certes, le président Nixon plaide la thèse du maintien, à l'ONU, de la République de Tai-Wan. Tchou En-laï, par contre, soutient la souveraineté totale de son Etat sur ce territoire. Mais un compromis semble possible en la matière, et qui supprimera toute querelle politique entre les USA et l'Empire rouge.

Par ailleurs, Mao Tsé-Toung a besoin d'un concours matériel pour développer son économie et exploiter les richesses de son sous-sol, immenses, mais difficilement accessibles aux seuls moyens nationaux. Il y a là des perspectives de coopération séduisantes pour maints pays occidentaux.

Enfin, l'admission à l'ONU d'un Empire qui représente le quart de l'humanité s'impose. L'Occident pourrait d'ailleurs monnayer à la fois son appui à Pékin à Manhattan et sa contribution à l'effort économique chinois, contre certaines garanties sur le plan de la sécurité.

Mais l'évolution géopolitique probable du monde de demain ne se poursuivra pas seulement entre les deux Grands d'aujourd'hui et la

Chine. Car d'autres nations interviendront sans doute dans la définition de l'avenir de nos fils et petits-fils.

En Extrême-Orient même, le *Japon* a connu, ces années dernières, un immense essor qui le classe comme deuxième puissance industrielle du monde. Sa force économique devrait normalement se projeter sur les plans géopolitique, voire géostratégique.

Sur notre continent, une « *certaine Europe* » naît actuellement dans les douleurs de l'enfantement. Et, dans le secteur qui nous intéresse, elle représentera sans doute le lien logique entre la puissante Amérique et l'Empire soviétique. C'est là sa vocation naturelle. Car il était anormal de voir le destin de notre continent déterminé essentiellement par deux nations dont l'une lui était totalement étrangère, alors que l'autre ne le touchait que marginalement.

Le potentiel économique d'une Europe à dix ou davantage pèsera dans l'équilibre du monde de demain. Il tiendra l'ancienne solidarité soviéto-américaine en suspens, et contribuera à promouvoir une sorte de concert des nations de « l'Oural au Pacifique ». A l'intérieur de ce grand ensemble, la future « Patrie européenne » assurera un nouvel épanouissement de toutes ces nations qui ont perdu leur ancienne puissance du fait des deux dernières guerres et qui connaîtront, ensemble, le grand destin que les dimensions de l'Etat unitaire ne permettent plus de leur assurer dans le contexte du monde actuel.

L'*Union soviétique* devra s'ajuster à ce nouvel ordre international. Car dans le monde communiste, en général, et en particulier dans le bloc auquel elle préside, les tentatives de rapprochement avec l'Ouest se multiplient. Il s'est constitué, de la sorte, un véritable « axe Belgrade, Tirane, Bucarest ». Il prend des contacts avec la Chine, mais souvent aussi avec les puissances occidentales. Les voyages de MM. Tito et Ceausescu à travers l'Europe, voire le monde, sont significatifs à ce point de vue. Et leurs entretiens dans diverses capitales — ou avec leurs interlocuteurs venus de l'étranger — ont d'autant plus de chances d'être efficaces à brève ou longue échéance que l'emprise des actuels deux Grands diminue.

Mais c'est surtout la Russie qui souffre d'une telle évolution. Après la sécession chinoise, et bien qu'ayant apparemment maîtrisé le libéralisme tchèque, elle a vu son autorité remise en cause en Pologne et elle doit admettre maintenant les propos désobligeants des chefs soudanais et libyens. Quelle perte de face!... Car même les accords avec Le Caire ou